

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTÉ
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE
A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 64 fr.	Un an... 98 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois... 16 fr.	Trois mois... 24 fr.
Chèque postal Ferand 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

MALGRÉ LA PLUIE plus de quatre mille militants assistèrent aux obsèques de Poncet et réprochèrent l'assassinat bolcheviste

Le temps était hier à l'unisson de nos cœurs.

Depuis midi l'eau s'était mise à tomber abondamment, et, à 14 heures, lorsque nous arrivâmes quai de la Rapée elle redoublait de fureur.

Les amis qui se trouvaient déjà là étaient consternés et nous les entendions dire : « Nous n'avons vraiment pas de chance. L'année dernière pour notre manifestation des grands boulevards en faveur de l'Armistice, il pleuvait ; l'autre jour, pour la démonstration Mateu-Nicolau, il pleuvait ; aujourd'hui, il pleut encore. Ah ! vraiment le « Maître de la nuit » manifeste par trop ses préférences pour les Maîtres d'ici-bas : les gouvernements blancs et les futurs gouvernements rouges ».

Avec quelle amertume ils disaient ces choses.

A 2 h. 1/4 nous pûmes pénétrer dans le salon d'attente de la Morgue ; de là, nous sommes introduits dans la petite salle où le corps de notre ami Poncet est exposé.

Nous fixons son bon gros visage que la mort n'a point trop défiguré ; nous en gravons en nous les traits essentiels et à regret nous cessons notre contemplation, car voici l'heure où le couvercle du cercueil va se rabattre sur le cadavre.

Nous sortons. Et presque immédiatement derrière nous le corbillard qui transporte la dépouille de notre « Gros Plombier » se met en branle.

Les révolutionnaires qui attendent dans les rues avoisinantes se placent, après la famille, dans le cortège qui, une fois déroulé, attend une longueur de temps — nous ne pouvions espérer avec ce mauvais temps. Plus de quatre mille personnes, au dire des plus pessimistes, accompagnaient hier cette victime des bolchevistes à sa dernière demeure.

Tous les propagandistes anarchistes parisiens étaient présents — Germaine Berton au milieu d'eux.

Parmi les militants syndicalistes révolutionnaires nous reconnûmes : Cazals, Hubert, Le Pen, Massol, Besnard, Dondicool, Jouteau, Barthe, Jouve, Lorduron, Bartholon et d'autres, et bien d'autres encore.

La C.G.T. de la rue Lafayette était elle-même représentée à ces obsèques. Nous entrevîmes : Bourderon, Cordier, Calveyrach, Cappelletti, Guiraud et Battini.

Suzanne Lévy, Ernest Lafont et Lestrangé, avocats, se trouvaient aussi, hier, à nos côtés.

Ces quatre mille personnes ne formaient pas la grande foule. C'était quatre mille personnes résolues ; les habitués des milieux révolutionnaires que nous rencontrons toujours au cours de la bataille sociale lorsque les événements les obligent à faire bloc.

Ces quatre mille militants sont décidés à mettre au pas le grand parti des masses et à le renvoyer à son auge, à son auge électorale. C'est ce qu'ils déclaraient hier en s'entretenant avec eux.

Après avoir parcouru pendant une heure et demie certaines artères de la capitale, nous atteignîmes le cimetière d'Ivry. Le corps du disparu fut aussitôt enfoncé en terre.

Poncet avait fait savoir son désir d'être incinéré. Mais les autorités judiciaires, qui,

dans de pareils cas, se réservent la possibilité d'une contre-expertise, ne nous le permirent pas.

Poncet, avant de mourir, avait eu le temps et la possibilité de prononcer, devant le camarade à qui il venait de donner l'adresse de sa compagnie, ces paroles : « Mort à la politique ».

Oui, « mort à la politique » vint dire Colomer, en notre nom à tous, sur la tombe encore ouverte.

« Mort aussi », ajouta Colomer, au militarisme tout court dont tu eus tant à souffrir, pauvre Poncet. Mort encore au militarisme rouge dont tu viens de mourir. »

Et après avoir retracé en quelques minutes toute la vie militante du « Gros Plombier », Colomer conclut en affirmant que des discours seraient vains — que tel était l'avis d'ailleurs de Poncet, homme d'action — qu'il fallait se recueillir et s'apprêter à agir vigoureusement.

Tous les assistants approuvèrent de la tête et se séparèrent lentement.

Menteurs ! Menteurs ! Assassins !

« L'Humanité » d'hier démasque ses batteries. Le but qu'elle poursuit est aujourd'hui apparent ; par tous les moyens, se débarrasser d'un adversaire.

Je n'insiste pas, mais cependant j'oppose trois démentis formels et je ne crains aucune contestation d'ouvriers ou de syndiqués :

1° Boudoux n'a jamais été trésorier d'un syndicat. Jamais il n'a volé aucune caisse. C'est formel ;

2° En ce qui concerne les attentats à la dynamite, je réponds à « L'Humanité » : « Vous êtes vous-mêmes des mouchards ; vos ancêtres ont envoyé Girier-Lorion au bagne, où il est mort. Prenez garde à vous, c'est mon dernier avis » ;

3° J'affirme avoir mené une campagne antiparlementaire sérieuse. J'affirme avoir surtout combattu les radicaux clemencistes, mais je jure, et je défie qui que ce soit de déclarer et d'affirmer que j'ai eu des tractations avec Wendel ou autres.

Quant à la photographie prise, si quelqu'un peut la montrer et qu'elle soit vraie, je m'engage immédiatement à m'accuser de tous les crimes.

En attendant, et pour aujourd'hui, je remercie tous les ouvriers, tous les militants syndicalistes et anarchistes qui m'ont marqué leur sympathie.

Ceux qui ont voulu me tuer n'y perdront rien. Que mes amis me fassent confiance pour cette besogne, car s'il plaît aux politiciens du Parti communiste de faire une déviation sur mon compte, afin de détourner les responsabilités des incidents du 11 janvier, qu'ils sachent qu'ils trouveront à qui parler car, en tant que syndicaliste et comme anarchiste, je sais prendre mes responsabilités.

J.-S. BOUDOUX.

Les révolutionnaires parisiens par leur absence aux funérailles de Clos ont flétri le Parti Communiste

Les communistes avaient lancé un appel à leurs adhérents et aux ouvriers parisiens à assister nombreux aux obsèques de notre malheureux camarade Clos, tombé sous les coups de revolver de leurs gardes rouges.

On sait de quelle façon ils avaient accablé le cadavre de cette victime du fascisme bolcheviste et ils comptaient probablement, tirer de cette journée, un gros succès moral.

L'intrigue ne leur a pas réussi. De tels procédés ne pouvaient, vraisemblablement, être couronnés de succès : ceux qui assistèrent, hier après-midi, à l'inhumation de Nicolas Clos purent constater de visu que le grand parti des masses n'avait pas réalisé les espoirs qu'il avait cru devoir fonder.

La rue de la Roquette — où demeurait Clos — toute proche de la station du Père-Lachaise, s'anime, un peu avant deux heures, les commerçants sont sur le pas de leurs boutiques, la plupart des fenêtres des immeubles sont occupées.

Sur le trottoir, sur la chaussée, aux abords du 126, les politiciens et leurs maigres troupes attendent que la voiture funèbre se mette en marche.

Triste journée : une petite pluie fine qui vous transperce jusqu'aux os, par terre, de la boue et de larges flaques d'eau dans lesquelles on palange.

Combien sont-ils, au moment même où l'on se met en marche, les militants qui ont répondu à l'appel de l'Humanité ?

1.200 tout au plus.

Le cortège, ainsi qu'il a été annoncé, emprunte le boulevard de Ménilmontant. De nombreux curieux encombrant l'asphalte pour regarder passer la dépouille de celui qui fut assassiné rue de la Grange-aux-Belles et qui s'en va vers l'éternel repos.

Des curieux, mais aussi des émissaires de la préfecture qui figurent parmi ces curieux. Et des flics en uniforme !

Quand on a dépassé la barrière, le jour tombe, le cimetière n'est pas loin.

Le coin est sinistre. Il fait presque nuit. La bière descendue, quelques pelletées de terre et quelques mots d'Adressard et c'est fini.

Par petits groupes, on se presse vers la sortie. Dehors la vie continue. La morale à tirer de cette triste journée ?

La voici :

Un grand organe ayant un fort tirage comme l'Humanité n'a pu malgré la campagne qu'il a menée depuis les événements sanglants du 11 janvier, réunir derrière le cercueil de Clos que douze cents militants. N'est-ce pas le commencement d'une désagrégation du Grand Parti des Masses ?

Il n'y a qu'à comparer et on en déduira que le Libertaire malgré un plus faible tirage, avait réussi à conquérir les consciences et les cœurs ?

Toutefois, on doit regretter que, par suite des manœuvres que l'on sait, le corps de notre malheureux camarade n'ait pas groupé derrière lui de nombreux camarades.

Mais à qui la faute ?

Vers une grève des cheminots anglais

Londres, 18 janvier. — Le conseil général du Congrès des Trade-Unions a convoqué ce soir, à une conférence, les représentants de chacun des trois grands syndicats ferroviaires.

Les cheminots anglais vont-ils se laisser rouler par les politiciens qui ont tant intérêt à le berner pour accéder au pouvoir ? Les exploités de la voie se laisseront-ils détourner de leur devoir syndical par ces politiciens toujours aux abois ?

La grève sera-t-elle effective dimanche matin, comme on l'annonce d'autre part ? Espérons-le !

A-COTÉS

Définition

Un avocat d'affaire est un monsieur habile qui passe son temps à chercher, dans l'imbroglio des lois contradictoires, le moyen idéal de faire gagner d'énormes procès à des firmes reconnaissantes.

On devient « grand » avocat d'affaires quand on a acquis une « influence personnelle » susceptible de compléter ce que les ressources du Code auraient d'insuffisant.

L'influence personnelle s'acquiert au Parlement. Tous les grands avocats d'affaires sont parlementaires. Ils sont ainsi mieux placés pour connaître les défauts des lois qu'ils font. Ils veillent à ce que ces défauts ne manquent pas.

Quand les grands avocats d'affaires sont ministres, ils appliquent leurs méthodes de procédure aux affaires extérieures de l'Etat. Mais comme les grands avocats d'affaires sont de petits caractères, ils n'obtiennent pas les mêmes résultats qu'au Palais. L'influence personnelle n'agit plus. Il se produit alors ce que l'on appelle la crise des changes.

Ce sont, d'ailleurs, les clients qui payent. Toutefois, il faut observer que les clients du ministre ne sont pas les mêmes que ceux de l'avocat. Ceux-ci sont beaucoup plus malins. — CHAB.

ENFIN ! Nicolau et Mateu sont graciés

Hier, à cinq heures du soir, en revenant des obsèques de Poncet, nous avons reçu aux bureaux du journal cette laconique dépêche :

Madrid, 18 janvier. — Mateu et Nicolau ont été graciés.

Ce fut, en un bond formidable, le passage de la désolation à l'espérance. Nous avions encore les yeux mouillés des larmes de la peine, et voici que celles de la joie venaient les remplacer.

Ainsi ils vivraient !... Et c'était déjà beaucoup. Nous trouvons la récompense des efforts dépensés depuis six mois pour les sauver. Ce n'était pas en vain que nous avions soulevé la conscience prolétarienne et l'esprit de justice des hommes de pensée libre. Malgré l'abstention ignoble du Parti Communiste, un mouvement d'opinion s'était dessiné assez sérieusement en Europe en faveur des deux condamnés à mort. Et le dictateur Primo de Rivera dut compter avec cette émotion internationale. Il n'a pas osé faire exécuter Nicolau et Mateu.

Nous nous réjouissons, parce que leur grâce c'est la vie sauve déjà. Mais quelle vie ! Nos deux compagnons vont-ils vivre emmurés à perpétuité ? Ne connaîtront-ils pas la chaleur du soleil ? Ne retrouveront-ils jamais leurs compagnes et leurs parents ? Ne retourneront-ils plus aux batailles de la vie ? Ne donneront-ils plus de leur activité généreuse pour l'émancipation des êtres ?...

Ils ont vingt ans. Et ils seraient enterrés vivants ! Non ! Non ! Ce n'est pas possible. Il faut maintenant qu'ils soient graciés, agir promptement, pour obtenir la révision du procès et la libération de Mateu et de Nicolau, comme celles de Sacco et de Vanzetti, toujours en cellule, là-bas en Amérique...

Avec la grâce des deux innocents, commence une campagne qui ne doit cesser qu'un jour où ils reviendront parmi leurs camarades de la C. N. T. espagnole.

L'œuvre donc, sans cesse, pour Nicolau et Mateu.

LE LIBERTAIRE.

La vie, la mort d'un militant

Des milliers de camarades, émus et indignés, ont accompagné tout à l'heure la dépouille de notre infortuné Poncet.

Simple tradition, simple observance des usages rituels ? Non ! Ceux qui, à notre appel ont délaissé le labeur pour venir prendre place dans le cortège, n'avaient pas entendu obéir à de millénaires coutumes, ni sanctifier le vain culte des morts.

Leur foule attristée, mais résolue, était venue élever une silencieuse mais vibrante protestation contre les auteurs et les responsables de ce meurtre odieux sans précédent dans le mouvement social de ce pays. Leur nombre était une affirmation formelle que plus jamais ne seraient tolérés de tels crimes.

Pas un camarade qui ne se sente atteint dans son esprit et dans sa chair, par la balle démente qui vient de couler à jamais notre ami Poncet. Pas un d'entre nous, qui ne sente vibrer en lui, avec la colère la plus légitime, la tristesse la plus profonde.

Avec Poncet, c'est un compagnon et un frère de lutte que nous perdons. Nous qui l'avons connu et aimé, nous qui connaissons son existence tourmentée, toute de peine et de courage, nous savons quel était l'homme que de tristes réacteurs nous ont tué. Et je voudrais que ces lignes fussent l'hommage et le don ému du souvenir de la grande famille anarchiste, à celui qui n'est plus.

Dans un récent article du Libertaire, l'un de nous décrivait l'enfance et l'adolescence douloureuses du disparu. Ce sombre tableau de l'existence d'un enfant de pauvres était peint avec exactitude.

Dès ses jeunes ans, Poncet ne connut que la misère et la souffrance. Tendresses et affection lui furent, hélas ! parcimonieusement mesurées. Dans cette atmosphère déprimante, l'enfant grandit, sans une lueur de joie, sans un rayon d'espoir.

Vint l'âge où la Société qui jusqu'alors ne s'était guère soucée du pauvre hère, songea qu'il pourrait être utile à la défense des institutions dont il était la victime. Ce fut l'encasernement, là-bas en Afrique, Le Bal d'Alf le reçut et le garda, longtemps, longtemps. Quand enfin les tortionnaires le rendirent à la vie civile, Poncet était des nôtres. A la dure école de la souffrance, au spectacle quotidien des hideurs de la caserne, son cœur vibrant d'enfant du peuple, s'était ouvert à nos idéals. Dans son cerveau jusque-là enténébré, la lumière, petit à petit, s'était faite. Il avait compris que la Société bourgeoise tout entière ne repose que sur un mensonge sanglant

et, simplement, il vint parmi les révoltés pour les aider de toutes ses forces dans la besogne de démolition et de reconstruction sociale qu'il jugeait nécessaire.

Des années encore s'écoulèrent. En l'âme généreuse de Poncet, des sentiments d'abord confus, s'étaient fortifiés ; sa conscience s'était formée. Vivant la dure existence du travailleur, ressentant pleinement toute l'injustice et l'iniquité des conditions de vie qui lui sont faites, guidé par un idéal sublime de libération et de rénovation humaines, notre ami ne pouvait être qu'un anarchiste. Il le fut pleinement. Toujours au premier rang des luttes ouvrières, en tête des manifestations et des démonstrations, Poncet incarnait la révolte vivante du peuple opprimé.

Vint la guerre qui pour tous fut une épreuve et une sélection morale. Poncet la subit, cette épreuve à son grand avantage. La guerre lui fut l'occasion d'ajouter à sa vie déjà belle, l'une de ses plus belles pages.

A l'heure où ceux qui l'ont tué mettaient leur main dans la main ensanglantée des dirigeants et des gouvernants ; à l'heure où les chefs de l'actuel Parti Communiste scellaient l'alliance infâme avec les bourreaux des peuples ; à l'heure où par peur, trop lâches pour prendre leurs responsabilités, les directeurs de conscience du Parti « révolutionnaire » troquaient contre la sécurité de leurs précieuses personnes, la vie de leur troupeau et l'avenir du mouvement révolutionnaire, Poncet, l'humble ouvrier anarchiste, leur donna à tous la plus étonnante des leçons.

A peine incorporé, notre ami déserte. Le métier d'assassin ne souriait pas à cet homme qui devait finir en assassiné. Bientôt repris, Poncet comparait devant un conseil de guerre qui lui propose de l'absoudre s'il consent à retourner au front et à « racher son erreur ». Dignement, l'accusé refuse le honteux marché. Et voici la sentence : cinq ans de travaux publics.

Par suite d'un heureux concours de circonstances, Poncet parvient à s'évader. Alors, commence pour lui le plus douloureux des calvaires. Parvenu à grand-peine en un port de la côte africaine, il embarque par surprise sur un voilier espagnol. La chose n'alla pas sans encombre, mais notre ami, très ingénieux, sut se rendre utile à bord et, partant, se faire tolérer.

Mais quelle ne fut pas son odyssée, dès qu'il eut touché terre ! A pied, sans argent, sans vivres, sans relations, sans connaissance de la langue, il entreprend le long et pénible voyage de Cadix à Bayonne. Admirable exem-



Autour de la tombe de Poncet

ple de ténacité ! La faim, la fatigue, l'épuisement ne purent triompher d'une telle volonté.

Après des semaines d'atroces souffrances et d'indéchiffrables misères, Poncelet arriva, enfin ! à la frontière française. Mais les mercenaires veillaient et gardaient farouchement les issues. Or, Poncelet n'était pas venu jusque-là pour se faire bénévolement arrêter.

Il n'hésite pas : à la page il franchit la Bidassoa et, avec des peines infinies, il atterrit sur la rive opposée.

Il revient à Paris. Lui qui vient de connaître l'enfer des géhennes, le voici libre, au grand soleil.

Que va-t-il faire ? C'est ici qu'apparaît la grandeur d'âme de notre cher disparu. Sans même songer à sa sécurité personnelle, sous le couvert d'une identité transparente, il prend à nouveau part à l'action pacifiste et antifasciste. Lui qui s'est échappé de la fuero voudrait en voir la fin pour tous. Et sans compter, il se dépense.

Puis, c'est l'armistice et sa fausse paix. Mais, dans les prisons et les bagues du régime, agonisent cent mille malheureux. Poncelet est de ceux avec eux. De toutes ses forces il bataille pour obtenir l'amnistie intégrale qui ouvrira les geôles et les rendra à la liberté, à la vie.

Pas une campagne généreuse à laquelle Poncelet ne participe. Que ce soit pour Cotin, Sacco-Vanzetti, Rolland, Marly, ou plus récemment pour Makhlouf, Nicolaï-Mateu, sa voix réclame justice comme son cœur demande le bonheur pour tous les êtres.

Eh c'est cet homme, ce brave homme que les sidipiés de Moscou nous ont tué. Honte à jamais à ceux qui, pour des besoins de leur sale politique, n'ont pas craint d'immoler de tels cœurs.

Ironie tragique des choses ! Poncelet, irréductible adversaire du militarisme, ayant toute sa vie bataillé contre les patries et les armées, Poncelet, sorti indemne grâce à son courage et à sa volonté de la fournaise patriotique, devait tomber sous les coups du militarisme rouge. Son sang fut le premier versé. Les gardes rouges peuvent être fiers ! Lors de la tuerie de la Grange-aux-Belles, ils ont inscrit une belle pièce à leur tableau de chasse ! Quant à nous, Camarades, la meilleure façon d'honorer notre « Gros Plombier » est de conserver intact son souvenir.

Il ne sera pas mort tout à fait, si nous savons nous rappeler aux heures de défaillance et d'abandon, le vivant enseignement qu'il nous a donné, le bel exemple qu'il nous a laissé.

Maurice FISTER.

La Minorité syndicaliste se solidarise avec Boudoux

Le Congrès de la Minorité après avoir pris connaissance des calomnies anonymes déversées sur le compte du camarade Boudoux par le journal l'Humanité.

Proteste énergiquement contre de tels procédés malhonnêtes de polémiques.

Il rappelle que l'affaire Boudoux a été jugée publiquement et définitivement dans un Comité National Confédéral tenu en 1918 qui a marqué l'exagération manifeste des rapports établis sur Boudoux par des éléments d'ailleurs réformistes, rapports contre lesquels se sont dressés, d'ailleurs, ceux qui se transformèrent aujourd'hui en accusateurs.

Que le syndicat auquel appartient Boudoux, celui des charpentiers en fer, l'égallement blanchi de toutes les accusations sérieuses portées contre lui.

Le Congrès signale à tous que ce rappel d'une vieille affaire qui a déjà reçu une solution ne peut, dans les circonstances actuelles, que servir les intérêts particuliers du Parti communiste qui s'efforce par tous les moyens, même par la calomnie la plus odieuse, de détourner l'attention du prolétariat des véritables responsabilités encourues par le Parti dans les événements tragiques de la rue Grange-aux-Belles.

Mais, soucieux de démontrer à tous, que l'Humanité calomnie sans aucun scrupule, le Congrès de la Minorité accepte la proposition faite par Boudoux lui-même, de convoquer une nouvelle Commission composée des éléments les plus divers de la classe ouvrière.

Le Congrès se référant aux témoignages de ses militants ayant eu à connaître de l'affaire Boudoux et aux conclusions déjà apportées, ne doute pas un instant que les travaux de cette commission réduiront à néant les manœuvres perfides de l'Humanité tendant à discréditer tous les militants qui ne sont pas inféodés aux ordres du Parti.

La Répression

Notre camarade Désiré Chartier, secrétaire de l'Union Départementale Unitaire d'Indre-et-Loire, et membre du groupe anarchiste de Tours, qui avait été condamné à 20 jours de prison et 100 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Tours, pour s'être élevé contre la guerre, au cours d'un meeting organisé pendant la campagne contre l'occupation de la Ruhr, dont la peine avait été confirmée à la Cour d'Appel d'Orléans, vient de se voir signifier que la Cour de cassation avait décidé qu'il paierait les 100 francs d'amende, et ferait ses 20 jours de prison au droit commun.

Voilà comment dans notre douce France, l'on persécute les meilleurs de nos militants qui osent s'élever contre la guerre. Chartier rentre en prison, mais sachez, messieurs, qu'il y a d'autres copains qui continuent la lutte, et que, quand il en sortira il reprendra sa place de combat parmi les camarades qui veulent instituer un régime meilleur, où la liberté de penser ne sera pas brimée.

Malgré les persécutions et les condamnations, aucune autorité ne nous empêchera de crier : Guerre à la Guerre.

Marcel LE ROUX.

Ni Londres, ni Moscou

« Il y avait Moscou, il y aura Londres. Et les réalisations méthodiques de Londres, s'opposent solitairement dans l'esprit des masses, au mysticisme tourmenté de Moscou. »

(L.-O. FROSSARD, Paris-Soir, 17 janvier.)

Le communisme mène à tout. Frossard, après avoir adoré l'idole moscovite et s'être courbé devant les instructions bolchevistes, a abdiqué sa vieille religion, pour épouser celle de ses adversaires politiques d'hier : et dans la maison d'en face, il tente d'entraîner la clientèle qu'il s'était faite dans sa première boutique.

Donc Frossard, dans Paris-Soir d'hier, salue avec enthousiasme l'avènement au Pouvoir anglais de M. Ramsay MacDonald et espère en lui pour équilibrer l'Europe déchaînée, et « exercer une influence décisive sur le règlement des problèmes de paix ».

Nous sommes bien à l'aise pour suivre l'évolution de l'ancien politicien bolcheviste dans ses nouvelles fonctions ; nous qui n'avons jamais eu aucune affinité avec lui et l'avons toujours combattu alors qu'il défendait l'organisation autoritaire des Soviets.

De Moscou à Londres, et de Londres à Paris, il n'y a qu'un pas, et le communiste d'hier se ralliera demain à la politique d'un Poincaré ou d'un Herriot, puisque la politique de Ramsay MacDonald n'aura rien, ne peut rien avoir au point de vue social qui la différencie de celle des réactionnaires français.

Quel que soit le passé du futur « Premier » anglais, l'ascension au Pouvoir le place de l'autre côté de la barricade prolétarienne, contre laquelle il sera obligé de défendre demain les intérêts capitalistes dont il aura la garde, intérêts menacés par la classe ouvrière dont les besoins s'étendent à mesure que s'éveillera sa conscience de classe, et qui se traduira par la révolte des opprimés contre les oppresseurs.

Dans la lutte rendue chaque jour plus ardue par l'organisation méthodique de la bourgeoisie, il n'y a pas place pour un réformisme de mauvais aloi, qui ne peut aboutir qu'à l'écrasement de la classe productrice, et prendre position en faveur d'un gouvernement un peu plus pâle ou un peu plus sombre est faire figure d'ennemi du prolétariat.

Frossard était hier un contre-révolutionnaire rouge, il est à présent un contre-révolutionnaire jaune, il a tourné sa veste, mais n'a pas changé son fusil d'épaule et ses premières victimes resteront les masses ouvrières courbées sous le poids de la politique.

Nous n'avons pas besoin d'analyser les résultats que peut obtenir le nouveau gouvernement anglais et Frossard, quoi qu'il en dise, n'est pas sans ignorer les difficultés que rencontrerait M. MacDonald s'il voulait appliquer le programme minimum du Parti travailliste. Mais il ne le veut pas, et avant même de connaître l'accueil qui lui serait réservé, le futur ministre a déclaré par la voie de la presse, son désir d'intensifier les armements, de faire payer l'Allemagne, et de respecter la tradition si chère à tous les conservateurs anglais. Frossard n'ignore pas non plus que M. Thomas, un des chefs du Labour Party, membre du futur ministère, a trahi ouvertement la classe ouvrière anglaise, lors de la grève des mineurs, en 1921. Il refusa malgré les décisions de la Triple-Alliance (mineurs, chemins de fer et transports), de jeter dans la balance le poids des syndicats des chemins de fer, et que grâce à la censure de ce politicien, conseiller privé du roi, les mineurs durent arrêter la bataille qui s'annonçait victorieuse.

IL Y AVAIT MOSCOU,

IL Y AURA LONDRES

Et Londres ne fera pas mieux que Moscou. Que dis-je, pas mieux, il fera plus mal. Le passage à la tête du gouvernement anglais d'un homme tel que MacDonald, socialiste militant, se déclarant prêt à servir et à défendre un roi, le roi, dernier vestige d'un passé douloureux, et qui a de son autorité permis et soutenu l'assassinat de milliers d'Indiens, qui continue à tenir sous son joug sanglant quelques millions d'Irlandais, est une insulte à la classe ouvrière anglaise inconsciente du rôle qu'on lui fait jouer.

Nous avons combattu Moscou, et nous le combattons encore. Mais néanmoins nous sommes obligés de reconnaître que, dans l'esprit de quantité de prolétaires, la Révolution russe a été le coup de fouet les réveillant de leur torpeur. Elle a été l'illusion rapide mais vivace d'un avenir meilleur, l'espoir de tous les révolutionnaires avides de temps nouveaux, et si comme un chaquet qui s'égare nous avons assisté douloureusement, petit à petit, à la mort de la Révolution russe, elle nous rappelle encore les temps héroïques où des hommes sont morts pour une cause noble et juste.

Nous aurons Londres. Triste démagogie que d'applaudir à la défaite de Lénine pour le triomphe de MacDonald. Certains hommes qui président actuellement aux destinées de la Russie, aussi antipathiques nous soient-ils, ont un passé. Ils ont défendu, pendant des années, l'idée révolutionnaire. Ils ont combattu et payé pour elle, mais corrompus par le pouvoir qui ne peut être qu'un facteur, d'inévitables et de trahisons, ils ont abandonné la route droite pour se lancer dans les chemins bourbeux de la politique.

Lénine ou MacDonald ? Ni l'un ni l'autre. Avec le recul de l'histoire, il est possible que le premier apparaisse dans les temps futurs comme un homme ayant écrit une page au grand livre de la Révolution. Aujourd'hui nous n'avons pas le temps de nous arrêter à de vagues sentimentalités et nous le jugeons sur les faits brutaux que nous enregistrons. Quant à MacDonald, nous le laissons pour ce qu'il est, un politicien digne de la confiance que lui prête Frossard, et pour lequel le peuple ne peut avoir que du mépris.

Londres ou Moscou ? Ni Londres ni Moscou. Mais la liberté pleine et entière, la joie et le bonheur, l'égalité de tous les hommes, la Révolution qui détruira toutes les iniquités, toutes les bassesses, toutes les trahisons, et que ne nous apporteront ni Lénine, ni MacDonald, ni Londres, ni Moscou.

J. CHAZOFF.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦ ♦ ♦ d'un Paria

Pour les esprits égarés qui n'ont de la vie qu'une conception mesquine, bien à la mesure de leur entendement, les dres humains se divisent en deux clans bien distincts. Non pas les riches et les pauvres, ceux qui font souffrir et ceux qui souffrent, mais d'une part les syndiqués et d'autre part les non syndiqués. Classification bien arbitraire et qui ne signifie pas grand chose. En principe, tous les exploités sont syndiqués. Mais on voit des non-exploités de la faide d'un simulacre, être non seulement des syndiqués, mais se poser en champions du syndicalisme.

On rencontre également et c'est le plus grand nombre, des exploités qui se refusent à entrer dans les rangs du syndicalisme. Néanmoins, ils ont une qualité, hautement prise, par certains gens, ils sont syndiqués, et par conséquent susceptibles d'augmenter un jour, par leurs cotisations, le fromage confédéral et d'augmenter le nombre des asticots qui s'y tremoussent. Le moi est méprisable, a dit quelqu'un qui, sans doute, voulait parler du « moi » des autres. C'est pourtant de son « moi » que l'on peut parler le mieux, si l'on est sincère, parce que c'est celui que l'on connaît, ou que l'on doit connaître le mieux.

Je vous dirai donc, sans en tirer vanité, que, bien que syndiqué, j'attends pour être syndiqué, des jours meilleurs. Et c'est la raison pour laquelle je ne lis qu'à de très longs intervalles, le journal qui s'intitule « La Vie Ouvrière » et dans lequel les asticots cités plus haut viennent déposer leurs excréments.

Cette feuille porterait certainement mieux son titre, si elle s'appelait « L'Escalier de service », journal des gens de maison. Tout dans ses colonnes n'est que labyrinthe à l'égard du Parti communiste. Crétinisme, platitude et mauvaise foi, telles sont les vertus dominantes qui se dégagent des articles que j'ai eu le courage de parcourir.

Au risque de me faire proprement engueuler par les camarades qui ne reprocheront certainement de m'ennuyer dans des questions pour lesquelles il faut être parfaitement sérieusement préparé, en quelque sorte spécialisés, je ne puis résister à l'envie de vous parler d'un galimatias établi sur deux colonnes et portant la signature d'un nommé Raveau. Je ne sais pas si ce nom est le diminutif de race, en tout cas celui qui le porte a certainement « tout du naturel ». Cet honnête syndiqué se plaint amèrement de n'avoir pas en face de lui, des anarchistes, « des disciples de la philosophie des Reclus, des Kropotkine, des Balmoussin », car alors, « il pourrait discuter froidement », mais des sortes de déments, des « illégaux sans doctrine ».

C'est charmant. Voici autre chose : « Insensiblement, mané avec habileté par des influences que nous arriverons bien à démasquer, le mouvement anarchiste est disparu. La psychologie spéciale de l'un qui se sacrifie pour tous n'est plus. C'est une psychologie de vengeance, une psychologie qui confine à la démesure que la remplace ».

Nous sommes déjà que nous étions des « fous », mais ce fait tout de même plaisir de se l'entendre répéter avec autant de vigueur. Il y a bien d'autres choses, dans le « papier » de ce « militant » qui, parce qu'il s'efforce comme tous ses collègues de dégrader la responsabilité de ceux qui ont versé ou fait verser le sang ouvrier s'écrit d'une façon qui voudrait être tragique : « Nous sommes risés au sens propre comme au sens figuré ! »

Ce serait bien regrettable ! Pour ma part, je me contenterai de souhaiter longue vie à ce Raveau pour qu'il puisse proclamer encore longtemps que l'anarchisme est mort. Ce sera signe qu'un contraire, il se porte bien, très bien.

Pierre MUALDES.

Le courage des valets...

On sait que des poursuites ont été engagées contre le *Matin*, le *Journal*, le *Peuple* et *Théâtre et Comédie*, pour infraction à la loi concernant l'organisation des concours. M. Serpin, gérant du *Matin*, a refusé d'accepter la responsabilité du « délit », et s'est retranché derrière le conseil d'administration du journal.

S'il venait faire un petit séjour à la gérance du *Libertaire*...

Ah ! ces patriotes !

Le camarade Verrinau, syndicaliste de la région de l'Est, comparait ces jours-ci devant la Correctionnelle à Nancy, pour répondre du crime abominable d'insultes à l'armée !

Malgré son ennui de passer devant des chais-fourrés, il eut tout de même la joie d'entendre un témoin à charge, appelé Nobet, déclarer textuellement ceci :

« J'étais assis à côté du chauffeur d'autobus lorsque, derrière moi, j'entendis une voix qui gémissait ! »

Dire que ce bougre, pour débiter de semblables âneries, avait acheté au stock militaire une vieille houppelande de cavalerie et ciré ses moustaches comme un officier de l'arrière.

Crétin va !

Est-il vrai...

...que, au lendemain du massacre de la Grange-aux-Belles, le Parti communiste fit appel à la police pour garder la Maison du Parti, 120, rue Lafayette ?

Est-il vrai que, à raison de 5 francs d'indemnité par jour et par fic, les postes de la cité d'Hauteville et de la gare du Nord déléguèrent pour garder la Maison des communistes quarante-cinq pèlerins qui se dissimulèrent près de l'église Saint-Vincent de Paul ?

Est-il vrai que, nullement rassurés, nos héros communistes demandèrent que les représentants de l'ordre établissent leur quartier général dans l'immeuble même et que, à présent, cinq de ces frères fics montent la garde extérieurement et que quarante bourri-

ques sont à l'intérieur pour défendre les représentants de l'autorité soviétique ?

Est-il vrai que certains membres influents de l'Union des Syndicats de la Seine et de la C. G. T. U. membres du P. C. ont connaissance de ces procédés et se solidarisent avec les dictateurs en herbe et, par conséquent, avec la ficelle qui leur prête main-forte ?

Est-il vrai ? Est-il vrai ? Bien sûr que c'est vrai.

Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'une pièce malaisante pour l'individu, nous ne signerions pas son établissement.

Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes de l'attention des lecteurs du « Libertaire ».

Théâtres lyriques

OPERA. — A 20 h., Rigoleto.
OPERA-COMIQUE. — A 20 h., la Plus Forte.
GAITE-LYRIQUE. — A 20 h., la Mascotte.
VARIETES. — A 20 h. 30. Ciboulette, murgue de Reynaldo Hahn.
TRIAXION LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — A 20 h. 30, les Cloches de Corneville.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — A 20 heures 30, les Mariamnotes.
ODEON. — A 14 h. 30, Griselidis ; à 20 h. 30, le Héros et le Soldat ; Cylone.
THEATRE CORA-LAPARGERIE. — A 20 h. 30, L'Oiseau bleu, féerie en 4 actes de Maeterlinck.
VAUDEVILLE. — A 20 h. 30, La Femme nue, de Henry Batiste.
NOUVEL AMBIGU. — A 20 h. 30, le Tournant.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — A 21 h., Amédée et les Messieurs-en-rang ; Knock ou le Triomphe de la médecine.
THEATRE DES ARTS. — A 21 h., L'Ingrate, de Maurice Maeterlinck.
VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — A 20 h. 15, la Maison natale.
MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — A 20 h. 45, Voulez-vous jouer avec moi ?
ALBERT I^{er} (troupe du Canard Sauvage). — A 20 h. 30, Coq d'or.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h., Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazot, etc... « Ce sont les pitres », revue.
LE CARILLON. — A 21 h., la Revue.
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h., Les chansonniers Jean Rieux, de Souter, Remongin, etc... et la revue « T'es bête ».
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 h., Charles d'Avray et ses chansonniers.

Le mouchard récidive...

Nous publions in extenso la lettre que le sieur Flotter vient de communiquer au secrétaire du Comité de Défense Sociale. Ce sera d'ailleurs la seule et dernière réponse que le Comité daignera faire à celui qu'il a chassé à tout jamais de ses rangs.

Camarade Pommeroy,
Comité de D.S.,
E.M.

J'ai adressé ce jour à la rédaction du « Libertaire » un papier, la préface que je demandais, quand le 1^{er} février, bon, la constitution d'un jury d'honneur pour statuer sur mon cas. J'ai laissé passer le flot de boue, j'aurais cru, j'étais en droit d'espérer de la part de ceux qui me connaissent, une autre appréciation que celle, infamante que, gratuitement, sans autre preuve que ce qu'ils croient, ils m'ont décerné.

C'est par une lettre de Simondon que j'ai appris l'article du 31 décembre de l'« Humanité ». Je ne l'ai pas encore lu ; si, en ma possession, j'y répondrais, s'il y a lieu.

Quoi que ma philosophie me place, au point de vue de la pensée, au-dessus de toutes ces calomnies, je ne veux pas être étouffé « sous les monceaux d'innombrables. Je suis resté, quoi qu'on dise, au-dessus des soupçons. Entre un mouchard et moi, il y a un abîme. Après m'avoir sali, j'espère bien que les « camarades » ne feront pas plus mal que la justice bourgeoise, et qu'avant de me condamner, on m'entendra.

FLOTTER.

Il n'a donc pas suffi à l'ignoble personnage d'avoir participé en le vendant à la police, à la disparition du petit Philippe, il faut encore qu'il nous rappelle à son existence par une lettre stupide et canaille.

De plus, il a le cynisme de traiter les membres du C. D. S. de « camarades ». Pour qui les prend-il donc ? Croit-il qu'ils sont de son calibre ? Vraiment, c'est à vous faire vomir de dégoût de voir semblable vermine redresser la tête !

Il ose assurer qu'il y a un abîme entre un mouchard et lui. Pour le Comité, l'abîme se mesure facilement. Il va de tous les Flotter au nommé Lannes, grand chef des mouches, en passant par la voie hiérarchique de la préfecture de police.

Quant à la demande d'un jury d'honneur, le seul qui peut concevoir aux tristes individus de cette espèce, c'est l'application de quelques bons coups de pied quelque part !

LE COMITE.

CAUSERIE SCIENTIFIQUE

Les rayons X

Parmi les inventions qui révolutionneront le siècle dernier, il en est une belle entre toutes, ce fut celle qui permit à Roentgen, savant autrichien de découvrir les Rayons X.

Que de progrès enregistrés depuis cette découverte, due au hasard. Roentgen travaillait dans son laboratoire avec un tube Geissler, tube qu'il illuminait de temps à autre par l'envoi d'une étincelle électrique passant dans le vide. Pour faire ses recherches, le savant autrichien avait fait la complète obscurité et sur une table se trouvait un flacon de sulfate de Baryum, corps qui a la propriété d'absorber la lumière, de la garder et de rester lumineux pendant quelques instants.

Roentgen remarqua que lorsqu'il éclairait son tube à vide, le flacon s'éclairait également et qu'une bague qu'il avait au doigt apparaissait avec netteté sur le flacon.

Il crut à un effet d'optique, mais il recommença son expérience, et tira comme conclusions que le baryum devenait lumineux lorsqu'on le mettait en contact avec un tube de Geissler et que ce corps avait la propriété de « réfléchir » (c'est son propre terme), les objets de métal.

Ce fut là le point de départ d'une invention qui devait révolutionner la science. Quelques années plus tard — un savant anglais, le docteur Crookes — mit au point l'idée première et construisit un tube à rayons X. C'est-à-dire une ampoule à vide comprenant anode et cathode. Puis en France, Becquerel et Curie s'acharnèrent et finirent par découvrir que « tous les corps opaques », sauf le plomb, devenaient lumineux par l'interférence. Les rayons X furent alors étudiés au point de vue médical et des Bergonié, des Ménard, des Infrat, mirent au point la radiographie, c'est-à-dire radio sur plaques photographiques et la radio-scopie, radio sur écran au tungstate de baryum.

Depuis quelques années une nouvelle méthode, pour le traitement du cancer, la radiothérapie, fut mise au point et un Allemand, le professeur Dessauer, pour préciser, construisit un appareil producteur de 200.000 volts (d'ailleurs visible à l'hôpital Beaufort).

Les hôpitaux de Paris et de province possèdent tous à l'heure actuelle une installation de rayon X, et des médecins compétents sont attachés à ces services.

Les camarades qui désirent avoir des renseignements à ce sujet, sont priés de m'écrire au « Libertaire ».

Marcel POLACK.

FANTAISIES

MILITARISME

Un de nos camarades d'Angers nous adresse le fil suivant qu'il a découpé dans le « Petit Courrier » du 11 janvier :

Violences et menaces. — Le soldat Charbonneau Eugène-Louis-René, du 6^e génie, est coupable d'avoir exercé des violences sur la personne du caporal Fontanaud et d'avoir menacé des mêmes faits, en les outrageant, le caporal Fontanaud et le sergent de garde Roubaud.

Il est condamné à DIX-NEUF ANNEES DE TRAVAUX PUBLICS.

Dix-neuf années de travaux publics, vous avouerez que le conseil de guerre du IX^e corps a été un peu fort...

Nous nous permettons de le lui dire avec tout le respect et toute la modération de langage dont nous sommes capables.

Et, dans cet article, je désire me placer sur le terrain de la légalité, pour le triomphe de la thèse que je vais apporter ici.

Admettons un instant que nous soyons partisans du militarisme ; supposons qu'administrateurs passionnés de notre glorieuse armée — ceci est une supposition bien entendue, car on pense bien que nous ne comptons jamais parmi les fidèles de Marx — nous trouvions très bien qu'il y ait des Conseils de guerre pour juger et punir tous ceux qui se seront dressés contre la discipline, nous serait-il impossible de penser que certains soldats pourraient bénéficier d'une certaine indulgence lorsqu'ils ont accompli un geste que le Code militaire punit sévèrement ?

On sent bien que je suis obligé d'employer ici des euphémismes.

Il faut avoir été soldat pour comprendre pourquoi il se trouve des êtres qui ne peuvent se plier à la rude discipline de la caserne. L'auteur de ces lignes a été soldat. Il n'en est pas, comme on dit, « plus fier pour ça ». Il s'en est du reste excusé, il y a quelque temps, dans les colonnes de ce journal.

Il peut donc parler, comme un peintre des couleurs, du militarisme, sans crainte de se tromper, sans crainte de se voir opposer un démenti quelconque.

L'aspect d'une caserne est toujours rébarbatif ; le « bleu » qui franchit la grille du « quartier » subit immédiatement une impression dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle est loin d'être excellente.

Les « anciens » sont là, dans la cour, têtes rasées, en treillis, semblables à des condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Pendant que plusieurs de ces infortunés s'ingénient, d'un air ennuyé, à défendre la patrie, en balayant la cour — même si celle-ci est propre — quelques autres de leurs frères en malchance poussent une brouette, sans aucune conviction.

On devine combien ce premier contact avec la vie militaire est peu fait pour donner du cœur à la nouvelle recrue.

La réception qui, d'habitude, est faite aux « conscrits », n'est pas des plus réconfortantes : adjudants, sergents, caporaux, criant comme des sœurs et lançant des ordres contradictoires pour l'achèvement intégral des pauvres gamins que des majors sans pitié leur ont confiés.

La politesse n'est généralement pas de rigueur à la caserne : les gradés possèdent un vocabulaire qui leur est particulier, et auquel ils tiennent ostensiblement. Langage bien académique, où les « tas d'andouilles », voulez-vous avancer ? alternent avec les « s'pèces d'abruti », allez-vous marcher !

Il se trouve donc que, parmi les civils qui ne sont devenus militaires qu'ont pas une notion très exacte des choses — encore un euphémisme — et ne se rendent qu'insuffisamment compte qu'ils viennent de franchir le seuil d'une nouvelle vie qui ne ressemble que de très loin à celle qu'ils ont quittée.

Alors qu'ils devraient savoir qu'il ne faut jamais répondre à un caporal mal embouché — encore bien moins se livrer contre lui à un geste de violence, même si c'est le gradé qui a commencé, — ces malheureux perdent la tête et se livrent à des actes qui finissent toujours devant le conseil de guerre.

Ces jeunes révoltés oublient qu'ils ne sont plus civils et que « dans le militaire » l'acte du soldat Charbonneau qui lui vaut aujourd'hui dix-neuf années de travaux publics, ne lui aurait peut-être coûté, « dans le civil », qu'un mois avec sursis, et vingt-cinq francs d'amende.

Oui, les juges du 9^e corps ont été « un peu forts ».

Le moyen le plus simple serait de supprimer les conseils de guerre, mais ceux-ci menacent de durer aussi longtemps que les contributions, c'est-à-dire jusqu'au jour où la société de nos rêves, enfin édifiée, nous aurons priés Messieurs les juges militaires de bien vouloir prendre leur kèpi et s'en aller.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Pendant que se continue en Angleterre à la Chambre des Communes, le débat autour de l'amendement du Parti travailliste, les prolétaires s'agitent, et il est certain à présent que la grève des mécaniciens et des chauffeurs de locomotives sera déclarée dimanche à minuit.

M. Bromley, à la suite d'une conférence qui s'est tenue au siège du syndicat, a donné l'ordre hier à toutes les sections d'être prêtes à arrêter le travail.

Dans un interview donné à un représentant du Daily Telegraph, M. Bromley déclare qu'à la suite d'une entrevue entre M. Henderson, membre du Labour Party, et les directeurs des Compagnies, il restait un espoir d'enrayer le conflit, et que les représentants des Compagnies semblaient prêts à faire des concessions ; mais depuis que M. Thomas, président du syndicat des travailleurs des chemins de fer était allé garantir que son syndicat ne prendrait pas position dans le conflit, les Compagnies sont devenues arrogantes et se refusent à toute discussion.

Nous remarquons que M. Thomas sera un membre du prochain cabinet travailliste anglais et qu'une fois de plus il sabote un mouvement prolétarien en Angleterre.

En Allemagne, ainsi que nous le prévisions hier, le travail reprend dans la métallurgie ; à Dusseldorf, quelques manifestations ont eu lieu, contre l'abolition de la journée de huit heures, mais l'on peut dire, hélas ! que la journée de dix heures est effective, et l'entrée des mines étant garantie par la police, les quelques protestataires ne peuvent en rien influencer le mouvement.

Par contre, les mineurs des mines de lignite Goldenberg et Verögnitz-Ville, qui fournissent le combustible aux usines électriques près de Cologne, se sont mis en grève, ainsi que les ouvriers de la Centrale électrique de Knapshack. La police de Cologne, venue pour arrêter main forte à la police locale, a tiré sur la foule et il y a eu deux morts et plusieurs blessés.

Dans l'industrie du textile de la rive droite du Rhin, la grève continue et plus de 80.000 ouvriers ont cessé le travail.

En Russie, la crise n'est pas encore terminée, et le congrès du Parti Communiste russe a commencé ses travaux à Moscou mercredi dernier. 355 délégués sont présents. Des dépêches de Berlin annoncent que Trotsky aurait abandonné le Pouvoir, et que Kamenev le remplacerait dans le conseil de guerre. Il faut accueillir cette dépêche sous toutes réserves, et puis que ce soit Kamenev ou Trotsky, cela n'a guère d'importance.

Enfin d'Espagne nous avons reçu la bonne nouvelle, que nos lecteurs ont déjà apprise par la presse du soir, que Mateu et Nicolau étaient graciés.

Il va falloir lutter maintenant pour leur libération.

J. C.

ALLEMAGNE

M. STINNES N'EST PAS ASSEZ RICHE !

La Haye, 16 janvier. — Le *Maasbode*, de Rotterdam, apprend que M. Stinnes va étendre son activité au domaine du cinématographe. Avec sa coopération, vient d'être fondée une société pour la fabrication, la vente et la location de films. Cette société serait en train de se créer des débouchés dans toute l'Europe centrale.

LA RHÉNANIE SANS LUMIÈRE
Dusseldorf, 17 janvier. — On annonce de Cologne que la grande centrale électrique Goldenbergwerk-Knapshack, dans la zone d'occupation britannique, a cessé le travail.

De même, les mineurs de la mine Verögnitz-Ville, qui approvisionnent en charbon la centrale électrique, ont également abandonné le travail. Cette centrale fournit en courant électrique toute la Rhénanie et la Westphalie.

ANGLETERRE

LA GREVE DES MARINS ALLEMANDS

Londres, 18 janvier. — M. Henderson, secrétaire du parti travailliste, a eu aujourd'hui une longue discussion avec l'Exécutif

de l'Union des mécaniciens et chauffeurs de locomotives, au sujet de la menace de grève. Après cet entretien, on a annoncé qu'il n'était pas question de médiation.

A la suite des négociations, le Conseil national des patrons du port de Londres a refusé la demande d'augmentation de salaires de 2 shillings par jour, demandée par l'Union ouvrière des transports, au nom des employés des docks.

On annonce que les armateurs allemands auraient rejeté la proposition d'envoyer des représentants à une conférence avec les gens de mer allemands actuellement en grève dans plusieurs ports de Grande-Bretagne, conférence qui devait être tenue sous les auspices de l'Union nationale des marins anglais.

Les armateurs intéressés estiment que l'Union anglaise n'a rien à voir dans la question des salaires allemands et souligneraient, de plus, que depuis novembre les gens de mer allemands sont payés en monnaie or, sur la base du dollar et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du change.

LA PAIX ARMÉE

Londres, 18 janvier. — Le sous-secrétaire à la guerre a dit à la Chambre des Communes que les effectifs de l'armée anglaise d'occupation en Rhénanie s'élevaient actuellement à 8.872 officiers, sous-officiers et soldats. Les frais de leur entretien en 1923 se sont élevés à environ 1.600.000 livres sterling.

Que d'argent dépensé en pure perte !

HONGRIE

HUIT MILLE OUVRIERS REDUITS AU CHOMAGE PAR SUITE D'UN ACCIDENT

Budapest, 17 janvier. — Dans la centrale électrique des usines sidérurgiques de Diosgyoer, qui appartiennent à l'Etat, un conducteur électrique rempli d'huile a fait explosion. Le tableau de distribution du courant a été détruit. La centrale se trouve par conséquent dans l'impossibilité de fournir du courant aux usines et aux houlouères voisines qui sont, de ce fait, paralysées. Environ huit mille ouvriers sont réduits au chômage.

RUSSIE

SCISSON DANS LE PARTI COMMUNISTE

Léopol, 18 janvier. — Suivant les récentes informations parvenues de Moscou, la scission dans le parti communiste russe doit être considérée comme un fait accompli. Elle se serait produite à la suite de l'adhésion de Boudienny au mouvement d'opposition mené par Trotsky. Boudienny aurait adressé un ultimatum au comité central du parti posant toute une série de conditions politiques avant d'accepter le commandement général de l'armée rouge. Une des plus importantes conditions de Boudienny serait l'épuration du parti et des pouvoirs soviétiques des éléments non russes.

Dans le cas où son ultimatum serait rejeté, Boudienny menacerait d'user de ses influences dans l'armée rouge pour renforcer l'opposition et le mouvement antisémite dans les masses de l'armée et du peuple russes.

Qu'y a-t-il de vrai dans la dépêche que nous reproduisons ici sous doutes réserves.

Allons-nous assister à la guerre civile en Russie ; et Trotsky, mis en minorité au sein de son parti, oserait-il faire son coup d'Etat avec la force armée sous ses ordres. En tous cas, si à la faveur d'une nouvelle révolution, les Etats capitalistes voulaient envahir la Russie, les anarchistes se trouveraient au premier rang pour soutenir le prolétariat slave, et s'élèveraient de toute leur énergie contre une intervention des capitalistes dans les affaires intérieures du Peuple Russe.

TROTSKY QUITTERAIT LE POUVOIR

Berlin, 18 janvier. — Des informations parvenues dans la soirée d'hier prétendent que Trotsky s'est démis de toutes ses fonctions. M. Kamenev le remplacerait dans le conseil de guerre et le général Boudienny comme chef de l'armée communiste.

Pour la libération des emprisonnés politiques en Russie

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie, formé de militants syndicalistes et socialistes sans distinction de tendances, s'est constitué dans le but de poursuivre la libération de tous les révolutionnaires qui, en raison des idées qu'ils professent, souffrent la déportation et la prison dans l'ex-empire des tsars.

Les persécutions incessantes des révolutionnaires, l'étouffement de la moindre parole libre dans le pays où la Révolution aurait dû ouvrir largement les portes à toute propagande sociale et révolutionnaire, obligent les éléments d'avant-garde au sein du mouvement ouvrier français à poser nettement la question de solidarité fraternelle de ce mouvement avec tous les artisans de la Révolution russe martyrisés par le gouvernement actuel de la Russie.

Car la Russie aussi possède ses Sacco et Vanzetti, ses Nicolau et Mateu, et il est du devoir de chaque prolétaire d'élever la voix contre les persécutions dont les uns et les autres sont victimes, d'exiger la libération des uns comme des autres, que ce soit aux Etats-Unis, en Espagne ou en Russie.

Posant la liberté révolutionnaire au-dessus de toute tendance, le Groupement, qui va apporter une documentation impeccable sur tous les faits qu'il rendra publics, demande à tous les hommes de cœur, à tous les idéalistes, à tous les humanitaires, à tous les révolutionnaires de toutes écoles qu'ils se réclament, de lui apporter leur appui moral et matériel — mais surtout moral — pour pouvoir mener à bonne fin la tâche pressante entreprise par lui. Si le prolétariat révolutionnaire de France est capable de faire reculer les ploutocrates américains et les inquisiteurs d'Espagne, il saura également forcer les dictateurs de la Russie à relâcher de leur étreinte les révolutionnaires qu'ils condamnent à la mort lente dans leurs prisons et dans leurs camps de concentration.

Le Groupement de défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie va commencer une campagne de presse et de meetings sur des cas précis de persécutions de révolutionnaires.

Pour le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie :

V. BATTINI (Union des Syndicats confédérés de la Seine).

L. BERT (Union des Syndicats de Cheminots du P.-O.).

P. BESNARD.

B. BROUTHOUX (du Syndicat Unitaire des Métaux).

CHEVALIER (du Syndicat Unit. des Métaux).

CORDIER (Fédération confédérée du Bâtiment).

DIGAT (Fédération postale confédérée).

J. GAUDEAUX (du Syndicat Unitaire des voyageurs et représentants de commerce).

L. GUERIN (de l'U. A.).

G. GUIRAUD (Union confédérée des syndicats de la Seine).

E. DONDICOL.

HAUSSARD (Internationale anarchiste universelle).

A. HODER (Fédération confédérée de l'agriculture).

HUGONIN (Syndicat Unitaire Cheminots Paris-Etat (rive gauche)).

JOLIVET (Syndicat des ferrassiers).

JOYEUX (Syndicat Unique du Bâtiment).

Z. LAPORTE.

MASSOT (Syndicat Unitaire des Métaux).

M. PIERRON.

P. RECLUS.

H. TOTTI.

Georges VIVOT.

P. S. — Les militants de la classe ouvrière que l'œuvre entreprise par le Groupement intéresse sont priés de se faire connaître à Jacques RECLUS, 3, rue Lagrange, Paris (5^e).

Tous ceux qui veulent savoir comment le Gouvernement des Soviets est un gouvernement d'assassins doivent lire :

La Répression de l'Anarchisme en Russie Soviétique

Un volume de 200 pages
Prix : 2 francs.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc.

A travers le Pays

Tragique conséquence d'un stupide procès-verbal

Un ouvrier agricole de La Chapelle (Tarn-et-Garonne), Meillon, revenait des champs au cahin-caha de sa carriole. Fatigué par la rude journée de labeur, il s'était endormi, et sa lanterne s'était éteinte.

Le gendarme Maille, de la brigade de Lavit-de-Lomagne, lui infligea un procès-verbal. Le paysan refusa de payer. Les frais s'accumulèrent, tant et tant, qu'il vit l'amende monter jusqu'à une somme fabuleuse. On voulut le saisir. Dans un mouvement de révolte, Meillon tira un coup de fusil sur le gendarme qu'il blessa. Ce fut alors la curée. Gendarmes et citoyens, au service de la gendarmerie, traquèrent le rebelle qui finit par s'embusquer dans un fossé. Là, durant deux heures, il se défendit, et ce ne fut qu'à moitié mort qu'on put l'arrêter.

Beaux résultats d'un stupide procès-verbal !

L'arrestation d'une pauvre fille

Lapalisse, 18 janvier. — On a arrêté à la gare de Saint-Germain-des-Fossés, une jeune fille, Marguerite Boyer, âgée de 20 ans, ouvrière d'usine. Elle avait quitté ses parents après avoir tué son enfant nouveau-né et elle avait erré à l'aventure. Elle comptait gagner Paris.

S'acharner ainsi contre des malheureuses qui ont cru ce qu'un godelureau leur racontait, n'est-ce pas une honte ?

Quant à la société, que fait-elle en faveur de celles qu'on nomme les filles-mères ?

L'ARGENT MEURTIER

Saint-Etienne, 18 janvier. — M. Louis Millard, âgé de quarante-six ans, mineur, demeurant place Boivin, étant en difficulté d'intérêts avec son frère, mineur également, à La Taillandière, s'est rendu chez lui après s'être muni d'un revolver ; il a tiré sur son frère, et la femme de celui-ci, plusieurs coups de son arme qui ont atteint l'un à la poitrine et la seconde à la tête.

M. Millard est revenu ensuite à Saint-Etienne où, après avoir jeté dans les cabinets son revolver et son couteau, il s'est constitué prisonnier. M. Chatain, commissaire central, l'a remis à la gendarmerie.

Ah ! ces drames de famille ! Ils n'ont lieu, bien souvent, que grâce à l'argent, ce vil métal qui divise les hommes !

UNE EXPLOSION

Bonneville, 18 janvier. — Une bonbonne d'éther de pétrole a fait explosion dans une pharmacie de Chamonix, causant de sérieux dégâts matériels. Deux préparateurs en pharmacie, MM. Mathon et Grosdailion, ont été assez sérieusement brûlés. Un client, M. Bozon, a eu le visage et les mains brûlés.

Les dégâts s'élèvent à 40.000 francs environ.

UN INCENDIE

Amiens, 18 janvier. — Des récoltes en cours de battage appartenant à un cultivateur de Fresnoy-au-Val, et le matériel de battage appartenant à un entrepreneur de Quevauxvillers ont été incendiés. Le feu aurait été mis volontairement par un inconnu que la gendarmerie recherche.

Les dégâts se sont élevés à 15.500 fr.

LEURS DIVIDENDES

Toulon, 18 janvier. — Un ouvrier, M. Antoine Ferlet, travaillant hier à l'arsenal maritime, à la réparation d'une chaudière, a été atteint par un jet de vapeur à forte pression et grièvement brûlé. Il a été transporté à l'hôpital civil où il a succombé aujourd'hui.

M. Ferlet était né à Ruy (Isère) le 26 décembre 1873.

Clermont-Ferrand, 18 janvier. — Trois ouvriers d'une entreprise de Suilly-la-Tour travaillant à un bâtiment aux Cabets lorsqu'un pignon s'abîma ensevelissant les ouvriers. L'un d'eux, Rutard, relevé grièvement blessé, est dans un état désespéré. Les deux autres, Georges et Radut, portent de multiples blessures à la tête et au corps.

Versailles, 18 janvier. — Un ouvrier agricole d'Abilis, Jules Morvan, âgé de 54 ans, père de six enfants, est tombé du haut d'une

meule de paille où il travaillait, dans la cour de la ferme de sa patronne. Le malheureux s'est fracturé le crâne et a expiré presque aussitôt.

Il n'est de jour que nous ne mentionnions qu'un ouvrier a été victime d'un accident de travail.

Seule, la classe ouvrière subit, en ce pays, un sort douloureux.

Aussi longtemps qu'existera le salariat, les accidents de travail existeront aussi à l'état permanent parce que, dans notre triste société, on ne se soucie guère des conditions de travail des prolétaires.

ÉLEVAGE

Décidément les Rothschild sont des comités, car ils ne se contentent pas de jouir bêtement de leurs rapines légales et colossales comme beaucoup de leurs congénères. Ils éprouvent le besoin de faire parler d'eux en mystifiant les pauvres gens. Leur insolence n'a d'égale que l'immensité de leurs appétits. Heureusement, si les simples d'esprit restent stupides d'admiration devant « les largesses » de la pécore richissime, il est des esprits avisés qui non seulement refusent de s'incliner, mais découragent au contraire aux yeux de tous la piraterie qui se voile de belles apparences. Rien n'est plus écoeuvrant que ces appels incessants des privilégiés à la production intensive de la matière animale de race humaine. Pourquoi veulent-ils de la matière humaine ? du matériel humain, plus exactement ? Il ne suffit de poser la question, étant certain de la réponse qu'unanimentement feront les lecteurs de ce journal. A dire vrai, c'est tellement évident que j'ai honte de faire cette réponse qui s'impose d'elle-même.

Un fait à constater, c'est que les Rothschild s'intéressent prodigieusement à cette production animale. Nous comprenons cela. Hier c'était Henri — docteur, paraît-il — qui décidait de doter de mille francs chacun, quinze accouplements de bêtes choisies du populaire. Le 19 mai 1922 c'était Maurice — député des Hautes-Pyrénées celui-là — qui écrivait dans le *Journal* : « ... La première de ces initiatives a pourvu tant à Paris que dans certains grands centres au développement des consultations de nourrissons, des maternités, des crèches et autres œuvres d'élevage ». C'est bien simple, il s'agit de faire de l'élevage de bétail humain. Ces gens-là se paient le luxe d'aller jusqu'aux extrêmes du cynisme et confient hardiment au papier leur pensée la plus intime. Il faut pour cela qu'ils soient tout à fait sûrs de la passivité du peuple, ils n'oseraient pas autrement. Eh bien, si les pauvres bougres de travailleurs ne sont pas fixés, c'est que vraiment le mal est plus profond qu'on ne croit. Malgré tout, nous avons bien des motifs d'espoir en un accroissement de conscience dans le peuple. Nos idées triompheront contre tous les bourreaux, soutiens de l'autorité et la procréation consciente sera une des plus belles œuvres de l'anarchie.

PETROLI

Fédération Nationale des Mutilés du Travail

Les mutilés du travail de la Seine et environs, réunis en assemblée générale, le 13 janvier courant, après avoir entendu les comptes rendus moral et financier du groupement, les approuvent à l'unanimité.

Ils procèdent ensuite à la réélection de leur bureau et désignent les deux délégués au 4^e congrès fédéral qui doit tenir ses assises à Nancy, à la fin de février prochain.

An cours de cette réunion les modestes revendications des accidents du travail furent exposées par le camarade Léon, secrétaire du groupement.

Devant l'attitude de certains parlementaires au sujet de ces revendications et devant la lenteur pour les faire aboutir, les mutilés s'engagent à poursuivre énergiquement la lutte jusqu'à complète satisfaction et à combattre tous ceux qui n'auront rien fait pour améliorer leur triste situation.

Ils invitent tous les camarades mutilés du travail à venir rejoindre la Fédération, car l'union fait la force.

Pour les adhésions, s'adresser le dimanche matin, salle Bondy, Bourse du Travail, de 9 à 11 heures.

(A suivre)

Le Drapeau Noir

par
Tony RÉVILLON

XVIII

LA GREVE

— Venez-vous me suivre ?
— Qui vous envoie ? demanda Fournier.
— Le procureur du roi. Je suis chargé de vous conduire au parquet.

Sans doute vous avez un ordre ?

— Le voici.

Fournier prit le papier que lui tendait le commissaire de police. Il était prévenu de coalition de menaces, violences et manœuvres frauduleuses ayant pour but de porter atteinte à la liberté du travail.

— C'est bien, dit-il. Je vous demande la permission de faire mes adieux à ma femme et à mon père.

Le commissaire s'inclina.

Même se trouvait là.

— Je vais prévenir M. Victor, dit-elle rapidement à Mme Fournier.

Elle gagna la porte, partit en hâte, arriva hors d'haleine chez Mme Fabry.

— Monsieur Victor !

Le jeune homme se montra.

— Votre oncle est arrêté. Venez !

— Expliquez-moi...

— Je vous expliquerai en route.

— Vous avez raison. Je suis à vous. Sur le cours, ils rencontrèrent Hermia qui revenait de l'église accompagnée de sa femme de chambre. Victor la salua, fit le mouvement de s'arrêter.

Les deux jeunes filles échangèrent un regard. Même, bouleversée par l'émotion, les cheveux défaits, les yeux ardents, Hermia calma, correcte et pure, idéalisait en elles, la première les inquiétudes et les passions de la révolte, la seconde la sécurité de la famille et de la richesse. Sans s'être jamais vues, toutes deux se sentaient en présence d'une ennemie.

Même saisit Victor par la main.

— Venez, venez ! dit-elle.

— Où va donc M. Victor ? se demandait Hermia.

Autant le haut de la ville était désert et silencieux, autant les ponts, les quais, les quartiers du centre étaient animés et bruyants. Le spectacle de Novembre s'était dressé. Un air lourd pesait sur les poitrines. Ce n'étaient que visages inquiets ou menaçants. Tous les dix pas, un rassemblement barrait le passage. Des voitures chargées de malles prenaient la direction des embarcadères des bateaux sur le Rhône et sur la Saône. La moitié des fabricants, chassés par la terreur, parlaient pour la campagne. Mme Bernard avait coulé son argentier à ses jupes et à celles de sa femme de chambre et de sa cuisinière, afin de sauver au moins cette partie de sa fortune mobilière du pillage. Parmi ceux qui restaient à Lyon, décidés à prendre la revanche de 1891, M. Chazal se montrait le plus résolu. Il disait, en se frottant les mains, que les ouvriers avaient eu raison de se mettre en grève et que, grâce à eux, on se déciderait peut-être à en finir cette

fois. Il accusait le général d'un excès de patience, s'étonnait des scrupules du préfet. Le procureur du roi seul faisait à peu près son devoir.

Victor et Mémé, en arrivant à la maison de la République, trouvèrent la voûte abandonnée. Les soldats étaient partis, emmenant leur prisonnier.

— Ah ! mon pauvre enfant, s'écria Mme Fournier en sautant au cou de son neveu, nous sommes perdus !

L'atout, dans son fauteuil, abîmé, balbutiait des mots sans suite. Il savait bien que tout irait mal tant qu'on n'aurait pas proclamé la République. Mais jamais il n'aurait pu penser que tout irait si mal que cela.

— Racontez-moi ce qui s'est passé, dit Victor à sa tante.

Elle lui donna les détails de l'arrestation. Quand elle eut terminé, l'atout fit un signe pour appeler le jeune homme auprès de lui :

— Mon fils a dit que tu le remplacerais. Et il attendait la réponse.

Victor se pencha à lui-même.

« Oui, j'ai trop vécu dans les rêves. Les hommes seront classés selon leur capacité et rétribués selon leur œuvre. C'est beau. Les capitaux sont les instruments du travail : pourquoi ces instruments demeurent-ils le monopole des privilégiés de la naissance, qui ne sont que les élus du hasard ? C'est beau. Mais les privilégiés continuent à régner, et le nombre continue à souffrir. Rêves d'amour et de paix, vous étiez des rêves fous ! Il faut du sang aux théories, comme il faut de l'eau à la terre, pour être fécondées. Les gens simples comme Fournier ont raison. Tu vois des victimes, lève-toi pour les défendre ! Tu vois des injustices, lève-toi pour les combattre ! En face du mal universel, l'imagi-

nation se suffisant par des formules serait de l'égoïsme, et l'inaction de la lâcheté ! »

— Mon oncle, dit Victor en se tournant vers le fauteuil de l'atout comme pour le prendre à témoin de la parole qu'il donnait à l'absent, mon oncle, vous serez obéi !

Il tourna vivement la tête.

Mémé, les yeux brillants de larmes, lui baisait la main.

FIN DE LA PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

Mourir en combattant

I

LE CAPITAINE DE L'HIRONDELLE

Le 21 mars au matin, l'*Hirondelle* n° 2 remontait la Saône, vernis lavés, cuivres frottés, luisante, pimpante, battant l'eau claire de ses roues comme pour saluer le printemps.

Les brumes dispersées flottaient dans l'éther, et le soleil se combinait avec le ciel pour faire de chaque lambeau de nuage un flot de nacre que le vent chassait dans l'azur. Sur les bords de la rivière, la verdure tendre des premières pousses égayaient les baguettes noires des arbres et des buissons. Il faisait frais et beau. Une de ces matinées où l'attendrissement monte comme la sève, et où tout ce qui est jeune chante et pleure.

Le capitaine de l'*Hirondelle* avait soixante ans, et il riait. La poésie de cette aube de mars se traduisait chez lui par un épanouissement de bien-être et de bonne humeur. Il fredonnait des airs patois en dis-

tribuant ses billets et en encaissant sa recette. Il trouvait une plaisanterie pour les commères, et pour les jolies filles un compliment qui les rendait plus jolies en les faisant rougir. Il y a des lours de rivière, comme il y a des lours de mer. Le capitaine Dufour d'abord moussu, ensuite marinier, puis patron, naviguait depuis un demi-siècle sans avoir dépassé Chalon au nord et Lyon au midi. Lors de l'inauguration des bateaux à vapeur sur la Saône, en 1829, il était devenu capitaine de l'*Hirondelle*, et il avait en l'honneur de recevoir la première pierre jetée du bord par les partisans des diligences aux passagers du premier paquebot. Tous les riverains connaissent sa face brune aux favoris blancs en nageoires, aux oreilles rouges ornées d'ancres d'or. Pas un marchand de blé ou de vin qui n'ait trinqué avec lui, pas une fermière bretonne dont il n'ait tâté les pontons. A la fois populaire et respecté, il apportait les nouvelles de la Bourgogne à Lyon et reportait les nouvelles de Lyon à la Bourgogne. Avec lui, on savait au juste à quoi s'en tenir, car aucune passion de parti n'altérait sa sincérité. Il racontait ce qui se passait comme son bateau montait et descendait la Saône. L'ordre des saisons est moins régulier que ne l'était ce brave homme, car l'ordre des saisons est quelquefois troublé par des tempêtes, et, depuis que sa femme était morte, rien ne pouvait troubler le capitaine Dufour. Depuis deux mois cependant, il avait la tête grosse, tant les événements dont il lui fallait le remplir se succédaient avec rapidité.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

La Conférence extraordinaire de la Minorité Syndicaliste

SEANCE DU MATIN

Cette conférence, quoique convoquée hâtivement, a réuni hier les délégués des grands centres industriels et syndicalistes. L'essentiel a été atteint. Étaient représentés directement Paris et la banlieue, Le Havre, Amiens, Lille, Reims, Lyon, St-Etienne, Clermont-Ferrand, Angoulême, Avignon, etc., etc.

Le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, Les Bouches-du-Rhône, le bâtiment de Beauvais et d'autres organisations avaient envoyé des lettres ou des télégrammes d'adhésion à la Conférence.

La Centrale syndicale de Suède avait envoyé le télégramme suivant :

Stockholm, 17 janvier, par T.S.F., à la Fédération du Bâtiment et aux syndicalistes révolutionnaires de France :

Profondément émue des incidents douloureux dévolus au meeting de la rue Grange-aux-Belles, la « Sveriges Arbetares Central Organisation », adhérente à l'A. I. T., envoie l'expression de sa solidarité au syndicalisme révolutionnaire de France et adresse aux familles des camarades décédés l'hommage de son affliction.

La séance du matin, est présidée par le camarade Lataste, du syndicat unique du bâtiment de la Seine.

Le Bureau central de la Minorité est représenté par Lartigue et Jouteau, secrétaires généraux.

Lartigue souhaite la bienvenue aux délégués.

Échanges de vues

Pécastaing, minorité de l'habillement de la Seine, déclare que ses camarades et lui sont pour l'autonomie.

Salvator, Le Pen et Pommier, du S.U.B., sont également d'avis que l'autonomie est une voie salutaire pour le syndicalisme.

Lecture est donnée d'une lettre de l'Union du réseau P. O., qui a fait l'unité récemment. L'Union P. O. n'entend pas influencer les travaux de la conférence, mais elle croit utile de donner son point de vue sur la nécessité de reconstruire rapidement une C. G. T. unique en donnant toute sa valeur à la charte d'Amiens.

Mury, délégué de l'U. D. du Rhône et des Métaux de Lyon explique les tentatives d'unité faites dans son département.

Une courte discussion est engagée sur une lettre de Boudoux. Renvoyée à une commission.

Lorduron, U. D. de la Loire, indique qu'il ne faut pas désagréger la minorité. Il faut éviter une nouvelle division dans les rangs syndicalistes. Le Comité général de la Loire se réunira le 3 février et se prononcera.

Guillemic, métaux du Havre, est mandaté seulement pour échanger des vues et non pour prendre des décisions. L'autonomie pourrait être un danger de scission.

Les lettres de cinq syndicats de la région d'Angoulême affirmant leurs intentions de se soustraire à l'emprise politique qui domine la C. G. T. U.

Conrad, minorité des boulangers de la Seine, est d'avis de continuer la lutte contre les politiciens.

Bartholon, U. D. de Vaucluse, dit l'impossibilité pour les syndicalistes de continuer à subir les politiciens.

Acary, XI^e Union régionale, regrette que la minorité n'ait pas pris de décision à Bourges. Aujourd'hui, elle doit se mettre d'accord sur son orientation et préciser l'unité vigoureuse.

Pengloam, minorité de la Marne, conte le dégoût des syndiqués du fait de l'emprise politique. Il est pour l'autonomie.

Sébat, minorité du Nord, demande un congrès prochain de la minorité afin de pouvoir consulter les syndiqués.

Une correspondance des U. D. du Finistère et d'Ille-et-Vilaine abonde dans le sens de Sébat.

Eysseis représente les maçons de Lyon. Ils sont 3.000 au syndicat et se sont réunis la veille. Ils sont pour l'autonomie.

Magdeleine, bâtiment du Raincy, est pour l'autonomie.

Legoy, bâtiment de Clermont-Ferrand, déclare que le besoin d'autonomie est de plus en plus urgent.

Epinette déclare que le bâtiment d'Argenteuil demande à sa fédération de prendre son autonomie.

Lecoin parle au nom de plusieurs syndicats. Par sentiment et par raison, il est pour l'autonomie. Après le crime, il est impossible de collaborer avec les coupables et les complices. Le drame doit ouvrir les yeux. Le P. C. vise à la domination des syndicats par le pire des moyens : la destruction. Il faut sauver ce qui reste.

Dondici a reçu des mandats de la Charente. Ils sont pour l'autonomie. Il signale la censure et l'abdication de l'état-major confédéral unifié et de l'U. D. de la Seine sur des revendications d'ordre syndical, comme les 1.800 fr. de vie chère aux fonctionnaires. Et cela au bénéfice du P. C. Dondici est applaudi.

Hubert, terrassiers de la Seine, déclare que son Conseil n'est pas pour l'autonomie en ce moment, mais le dernier mot n'est pas dit. Il faut surtout travailler pour réaliser l'unité dans le pays.

Paul Rose, des métaux d'Amiens, explique les modalités d'unité employées avec succès dans la Somme. Il cite son syndicat autonome qui a progressé.

Koch, secrétaire de la minorité de la Seine, dépose une proposition d'action en vue de l'unité.

Léger, peintre de la Seine, se prononce pour l'autonomie de la fédération du bâtiment.

Lartigue, fédération postale, propose une Commission qui fera un rapport sur la situation. Sont désignés Le Pen, Lorduron, Acary, Pommier, Lartigue.

Le délégué des maçons de Lyon signale une manœuvre du P. C. contre son syndicat.

Sur la proposition de Pommier, une commission d'enquête est adoptée pour établir un rapport sur le crime du 11 janvier.

La séance est levée à midi.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Les délégués sont allés aux obsèques. A leur retour, à 17 heures, la séance est reprise, sous la présidence de Lorduron, secrétaire de l'U. D. de la Loire.

Lartigue donne lecture d'une protestation concernant Boudoux. Elle est adoptée. Le Libérateur la publie d'autre part.

Après discussion, une résolution sur les provocations et gestes individuels est retirée.

Une motion sur la tactique à suivre a été rédigée par la Commission nommée le matin à cet effet. Lartigue en donne connaissance.

Verdier intervient ensuite et déclare que le salut est dans une interprétation exacte de la motion d'Amiens. Il lit une motion en ce sens.

Un délégué annonce que Nicolas et Maleu sont graciés. La conférence salue cette bonne nouvelle par de frénétiques applaudissements.

Chaveroit, des cheminots, pour éviter la dispersion des forces syndicales, propose l'unité.

Après différentes interventions de Le Pen, Lorduron, Salvator, Verdier, Lartigue, Lechap, Pommier, Chevalier, Broutchoux, Beshard, Bartholon, Acary, Nury, la motion de la Commission est amendée et adoptée à l'unanimité, moins une voix. La voici :

Le syndicalisme révolutionnaire français, qui dans le passé avait démontré toute sa puissance d'action et dont les événements mondiaux, guerre et Révolution russe, n'ont point diminué la valeur, malgré la faillite de quelques individualités se doit aujourd'hui, face à la situation économique sans issue poursuivie par la politique néfaste des gouvernements et des capitalistes mondiaux, de préciser sa position pour que le prolétariat puisse sans hésitation trouver dans son sein tous les éléments susceptibles de renforcer ses possibilités d'émancipation.

La conférence de la C.G.T.U. tenue à Bourges a permis de constater l'emprise évidente du P.C. sur la C.G.T.U.

En donnant à un Parti politique la possibilité de faire la propagande spécifiquement syndicale, le Bureau de la C.G.T.U. a démontré son impuissance à réaliser le programme du syndicalisme qui plus que jamais doit être débarrassé de la démagogie révolutionnaire de parti, aussi néfaste à la classe ouvrière que la théorie de l'intérêt général.

Sous bénéfice de ces déclarations, le congrès de la Minorité douloureusement ému par les événements tragiques qui se sont déroulés rue de la Grange-aux-Belles, confirme les manifestes envoyés à la presse par son bureau et déclare nettement qu'il considère le P.C. comme responsable et coupable de cette ruée.

En face de l'abdication du bureau confédéral de la C.G.T.U. devant un parti politique qui ose parler et agir au nom de la classe ouvrière, le Congrès rappelle à l'ensemble du prolétariat organisé que de tels incidents sont la conséquence logique et prévue de la pénétration du syndicalisme par les partis politiques qui ne peuvent apporter dans les syndicats que des germes de haine et de discord et réduire à néant la valeur révolutionnaire de l'organisation confédérale.

Mais, soucieux avant tout de sauvegarder, contrairement aux politiciens, les intérêts supérieurs de la classe ouvrière et se référant à la charte d'Amiens qui invite tous les travailleurs sans distinction d'opinion à se grouper dans le syndicat, le Congrès déclare que seule l'Unité ouvrière est capable de réaliser le bloc ouvrier contre le patronat et de débarrasser le syndicalisme de toutes les influences politiques.

Constatant que, ni la formule du front unique, ni celle de la porte ouverte préconisée par les officiels des deux C.G.T. ne sont susceptibles de réaliser cette Unité, le Congrès donne mandat à son bureau de se mettre immédiatement en rapport avec les deux C.G.T. pour exiger d'elles la convocation d'un Congrès confédéral d'Unité, seule méthode de réaliser l'Unité générale de la classe ouvrière.

Enregistrant la volonté l'Unité qui, par dessus tous les partis, règne au sein du prolétariat, le Congrès préconise qu'au cas de refus de l'une ou de l'autre des C.G.T. ou des deux, le bureau de la Minorité aura pour devoir d'entrer en rapport direct avec tous les syndicats, U.D. et Fédérations pour convoquer le Congrès d'Unité par-dessus la tête de tous les politiciens et de tous les Partis qui s'y opposeraient. Et cela, dans un délai de deux mois.

La conférence de la Minorité fait un appel pressant à tous les syndicats, quelle que soit leur indignation justifiée, qui seraient décidés d'entrer dans l'autonomie. Elle leur demande instamment de différer leur décision pour aider la Minorité à réaliser la tâche grandiose qu'elle se trace : l'Unité ouvrière.

Diverses questions sont ensuite solutionnées, et la conférence donne un mandat ferme au Comité central de faire tout le nécessaire pour poursuivre la réalisation d'un double but : sauver le syndicalisme de l'emprise politique et réaliser l'Unité.

Il est 20 heures, et le président déclare la conférence terminée.

Il est apparu aux yeux des délégués que cette conférence hâtive était d'un grand confort et que les directives indiquées sont d'une grande utilité en la période de troubles et de désarroi que nous vivons.

B. BROUTCHOUX.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Chèque postal : Soubervielle, 598.55, Paris

Pamphlets (1840-1844)

De Claude TILLIER

Prix, 18 fr. — Franco recommandé, 19.50

Terrassiers, attention !

L'Union des Corporatives pour travaux publics à l'étranger (siège social, 11, rue Santa-Radegonda, Milan (Italie), et 16, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris), dont les ouvriers des chantiers de Versailles à Paris sont en grève depuis deux semaines, joue sa dernière cartouche. Après l'attribution, l'hypocrisie et le mensonge, elle cherche en vain un arrangement jugé par nous inacceptable par les propositions de marchandage qu'elle propose au détriment des travailleurs. Tous les procédés imaginables lui sont bons pour battre en brèche les revendications ouvrières qui, cependant, se limitent à l'application du tarif syndical, accordé par l'ensemble de leurs collègues les patrons français.

C'est en ces termes qu'elle s'adresse à son compatriote, notre camarade Messerotti, de la Fédération du Bâtiment :

Paris, 14 janvier 1924.

Cher compagnon,

Je désirerais — parce que je trouve utile pour l'intérêt de l'organisation et des ouvriers mêmes — avoir un rendez-vous confidentiel avec toi au sujet du travail de Versailles pour lequel les ouvriers sont en grève depuis une semaine. Si tu peux me donner demain matin une demi-heure, je t'attendrai dans mon bureau de neuf heures à midi. Tu peux venir quand tu voudras et demander après moi.

J'espère que tu ne te gêneras pas.

Dans le cas où cela te gênerait, je me tiens à ta disposition où tu voudras.

Salutations fraternelles,

G. SALOIS.

Ne trouvant pas utile de répondre aux propositions insolentes de l'Union des Corporatives Italiennes et tenant compte des sous-entendus que contenait la lettre envoyée à notre camarade Messerotti, celui-ci n'ayant pas donné suite à cette lettre, la Société nous écrit de nouveau pour nous informer qu'ayant reçu une mise en demeure par le réseau Etat d'avoir à continuer ou abandonner les travaux, elle s'était décidée à remettre l'exécution du travail à une coopérative de tacheurs. Ce qui démontre très bien que pour l'Etat même, l'on serait disposé à laisser accomplir le travail des grévistes par des tacheurs. Le syndicat général des terrassiers ne l'entend pas ainsi. Il fait appel à tous les membres travaillant dans la région pour qu'ils s'opposent — et cela par tous les moyens dont ils disposent — à un travail exécuté dans de telles conditions. Le syndicat général des terrassiers demande aux camarades italiens restés sur la brèche de se joindre à leurs camarades français pour s'opposer à la reprise du travail.

HUBERT.

Les grèves

Les charbonniers de Lille. — Ainsi que ceux de Roubaix, Croix-Wasquehal, les charbonniers de Lille se sont mis en grève.

Le déclenchement de cette grève fut spontané, en moins d'une heure, tout le port fut arrêté. La promptitude de ce mouvement sera une des causes de sa réussite.

Déjà quelques négociants moins rapaces ont signé le barème de nos revendications affirmant par là leur légitimité. A part quelques renards au moment du méloir, hommes sandwichs la veille, et que l'appât d'un salaire de circonstance avait attirés, la grève est totale chez les charbonniers.

Hardi les dockers ! Réorganisez-vous, sentez-vous les coudes, formons un syndicat pour maintenir les résultats acquis et pour que la hausse constante des vivres et l'augmentation des impôts ne nous trouvent point désarmés à l'avenir.

Paul THAUT, docker.

A la Maison Potez, à Levallois. — Dans cette maison, tous les ouvriers sont en grève pour protester contre le licenciement de deux camarades ajusteurs qui avaient demandé une démonstration pour l'exécution d'un travail. C'est une façon cavalière de résoudre le problème du travail aux pièces.

Tous les camarades de cette maison réunis à la Maison Commune, rue Cavé, à Levallois, se sont engagés à tenir jusqu'à complète satisfaction.

Le Bureau des Métaux.

ORDRE DU JOUR de l'U. D. de la Loire

La C. E. de l'U. D. U. des Syndicats ouvriers de la Loire s'incline avec émotion devant les familles des victimes des incidents tragiques qui se sont déroulés, rue Grange-aux-Belles.

Elle regrette que de tels incidents surviennent entre travailleurs, au moment où le capitalisme brime de plus en plus la classe ouvrière.

Elle déclare vouloir rester en dehors de ces passions de tendance, mais rappelle aux syndicats et aux syndiqués la résolution du Congrès de l'U.D.U. tenue à Rived-Gier, qui déclare que le syndicalisme doit poursuivre son évolution en dehors de tout parti politique ou secte philosophique, qu'en conséquence le programme économique élaboré par la C.G.T.U. et qui comprend le problème de la vie chère, la journée de 8 heures, les salaires, les 1.800 francs des fonctionnaires, les assurances sociales, l'unité doit être défendue par elle et ses organisations qui la représentent.

Qu'en conséquence, conteste le droit à un parti politique ou à une secte philosophique de s'approprier ce programme et de se substituer aux organisations syndicales pour le défendre.

Demande à la C. E. et au Bureau confédéral de protester contre l'ingérence du parti communiste qui s'est approprié ce programme, qui cause une grande émotion dans le monde du travail et qui est la cause

initiale des événements de la rue Grange-aux-Belles.

Elle déclare en outre s'opposer à toute propagande syndicale par un parti politique ou secte philosophique et se déclare solidaire des camarades qui ont défendu le syndicalisme contre les politiciens de quel côté qu'ils soient, tout en regrettant ces pénibles incidents.

Communiqués Syndicaux

Syndicat des Ouvriers Employés cordonniers coudre main. — Réunion générale le samedi 19 janvier, à 17 heures, salle H. Perrault, Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau.

Chauffeurs, Conducteurs, Mécaniciens-Électriciens. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, à la permanence. Présence indispensable. Prière d'être exact.

Papier-Carton. — Aujourd'hui, 14 heures, salle des Commissions, 5^e étage : Conseil cartonnage. 14 heures, permanence : Commission de contrôle.

17 heures, permanence : Commission de la fête.

17 heures, salle des Commissions, 5^e étage : Conseil des afficheurs. 20 h. 30, salle des Commissions, 5^e étage : Groupe hongrois.

Scieurs-Découpeurs, Mouluriers. — L'assemblée générale ordinaire des scieurs-découpeurs aura lieu le dimanche 20 janvier 1924, salle Jean-Jaures, à 14 heures précises.

Ordre du jour : Nomination d'un secrétaire et du Conseil ; lecture des procès-verbaux ; compte rendu du Congrès de Bourges ; compte rendu du Congrès de l'Union ; questions diverses.

La carte confédérale sera exigée à l'entrée de la salle. Prévenez-vous les uns les autres. Tous à la réunion.

Voiture-Aviation et Maréchalier (Colombes). — Les camarades de Colombes et de la Garenne-Colombes sont priés de remettre leur carte 1923 au camarade Boutin, dimanche 20 courant, de 10 heures à midi, Maison du Peuple, rue des Voies-du-Bois.

Ce camarade fera le nécessaire pour leur procurer la carte 1924.

Syndicat des Scieurs de pierre tendre. — Assemblée générale corporative, dimanche 20 janvier, petite salle des Grèves, à 9 heures du matin, Bourse du Travail. Ordre du jour chargé.

MÉTALUX

Réunions des sections aujourd'hui 19 janvier : Boulogne-Billancourt. — A 20 h. 30, salle de la Justice, 33, boulevard de Strasbourg.

Charenton. — A 20 h. 30, Comité intersyndical, 26, quai des Carrières.

Clichy. — A 20 h. 30, 60, rue de Paris.

Levallois. — A 20 heures, Maison Commune, 28, rue Cavé.

Ivry. — A 20 heures, salle du Vote, mairie.

Saint-Ouen. — A 20 h. 30, salle de la Justice de paix, 10, rue d'Orléans.

Assemblée générale Section bronze à 15 h., salle Bondy, Bourse du Travail.

DANS LE S.U.B.

Le Conseil chargé se réunit extraordinaire dimanche 20 toute la journée, 8, avenue Mathurin-Moréau, 33, rue de la Justice.

La réunion corporative des plombiers-postiers qui devait se tenir à cette date est renvoyée au dimanche 3 février, salle Varlin, Bourse du Travail.

Ornemanistes. — Le convoi et l'incinération de notre vieux camarade Jean-Baptiste Alexandre se feront cet après-midi. Rendez-vous à 14 h. 15, 23, rue de Chaligny (métro Reuilly).

Charpentiers en fer. — Réunion du Conseil, des délégués de chantiers et des vieux militants demain matin, à 8 h. 30, avenue Mathurin-Moréau.

Comité intersyndical de Clichy. — Le C.I. fait un pressant appel à tous les travailleurs de Clichy pour qu'ils assistent en masse au grand meeting intercorporatif (de propagande) qui se tiendra dimanche, à 9 heures du matin, à la Bourse du Travail, 60, rue de Paris. Orateurs : Hubert, des Terrassiers, et un orateur de l'Union des Syndicats de la Seine.

Maison des Syndiqués du 15^e. — Le Comité de gestion de la Maison des Syndiqués du 15^e, réuni le 17 janvier, a décidé, en raison des événements actuels et sans vouloir exercer aucune brimade contre un parti politique ou une secte philosophique quelconque, de suspendre momentanément les locations des salles à tout groupement extérieur au syndicalisme.

Mouleurs du Havre. — La Section des Mouleurs du Havre, réunie le jeudi 10 janvier 1924, a décidé, en raison des événements actuels, de suspendre momentanément les locations des salles à tout groupement extérieur au syndicalisme.

Ministère syndicaliste de Denain. — Les camarades de la Minorité syndicaliste ainsi que les syndicats minoritaires de Denain et environs sont priés d'être présents ou de se faire représenter à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 10 heures et demie du matin, Bourse du Travail, rue Thiers, à Denain.

Ordre du jour : Décisions à prendre à la suite du drame de la rue Grange-aux-Belles.

P.-S. — Vu l'importance de cette réunion, tous les camarades sont priés d'être présents.

Ministère syndicaliste de la Marne. — Demain dimanche matin, à 10 heures, à la Bourse du Travail de Reims, boulevard de la Paix, le délégué au Congrès de Paris rendra compte de son mandat.

Permanence chaque dimanche, de 9 à 12 heures.

AVIS

Le Conseil d'administration de la « Famille nouvelle » a avisé les groupes qui ont l'habitude de se réunir dans les locaux de la « Famille » qu'à la suite des incidents qui ont causé la mort de plusieurs camarades à la salle de la Grange-aux-Belles, incidents qui ont eu leur répercussion à la Maison Commune, et ne voulant, en aucune façon, se prêter à des mesures destinées à user de violence contre telle ou telle tendance de la classe ouvrière organisée, il a décidé, dans un but d'apaisement, de fermer jusqu'à nouvel ordre la Maison Commune et de n'accorder aucune salle aux groupes extérieurs de la « Famille nouvelle ».

Cette décision a été adoptée à l'unanimité.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Groupe de Saint-Denis

Pour protester contre l'assassinat de nos camarades à la Grange-aux-Belles, les camarades du groupe de St-Denis se sont réunis mardi dernier avec la minorité syndicaliste de St-Denis et ont décidé d'un commun accord d'éditer une affiche qui a été apposée sur les murs de la ville et qui a obtenu un beau succès de la part des travailleurs dyonisais. Mais cela n'a pas plu aux orthodoxes qui n'ont pas hésité à en lacérer le plus qu'ils ont pu. Il n'empêche que les ouvriers ont connu la vérité systématiquement déformée par l'Humanité.

Nous avons pensé que c'était le meilleur moyen de toucher la masse des travailleurs et nous espérons que les camarades des autres localités s'inspireront de notre initiative pour répondre aux calomnies déversées du parti communiste.

Le groupe d'Études sociales de St-Denis. Le Comité de Défense syndicaliste.

Groupe du 16^e (Pantin-Aubervilliers). — Les camarades libertaires et sympathiques sont invités à la réunion du Groupe qui aura lieu le samedi 19 janvier, à 20 h. 45, salle de la Coopé, 122, rue de Flandre. Le camarade Tessier fera une causerie sur « Christianisme et Anarchie ». Compte rendu financier : rapport sur le « Libérateur » quotidien.

Que tous les copains viennent nombreux, car il y a des questions sérieuses à discuter.

Province

AUX CAMARADES DE MARSEILLE

Voici l'approche des élections où les pantins de toutes couleurs vont tâcher encore une fois de menager leurs suffrages aux bonnes poires d'électeurs. Aussi, nous avons l'intention de faire éditer des tracts antiparlementaires afin de faire comprendre aux hommes la stupidité du suffrage universel ; et, naturellement, pour éditer ces tracts, il nous faudra de l'argent. Nous faisons un appel pressant à tous les camarades et nous leur disons qu'une souscription est ouverte pour l'édition de ces tracts à la Bourse du Travail, salle 6, tous les soirs, à partir de 18 h. 30.

Groupe libertaire du Havre. — Le Groupe libertaire prévient les copains que le « Semeur » de Normandie est en vente au Groupe, au libraire, rue Kleber, et à Levallois, libraire, rue Normandie, en face de l'Observatoire. Que tous le fassent connaître : il en vaut la peine. Abonnements : un an, 6 francs ; six mois, 3 francs. Chèque postal : Poulain, n° 7420, Rouen.

Fédération anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais (Groupe artistique « l'Aube nouvelle »).

Le Groupe artistique « l'Aube nouvelle » se met à la disposition de tous les copains, groupements libertaires, libre-pensée et minorités syndicalistes, pour donner des concerts.

Se mettre en rapport avec le camarade Albert Perier, rue Delrué, Wasquehal (Nord).

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer sur les mouvements sociaux actuels.

Groupe d'Études sociales d'Harnes (Pas-de-Calais). — Les camarades du Groupe d'Études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 janvier, à 17 heures, au Siège, chez Martin Magnier, rue du Ourli. Les camarades sympathisants des localités voisines sont cordialement invités à nos réunions, de même que les camarades étrangers désireux de s'instruire et s'éduquer